



DDC

# PARTENARIATS POUR L'AVENIR

DEZA  
**DDC**  
DSC  
SDC  
COSUDE

DIREKTION FÜR ENTWICKLUNG UND ZUSAMMENARBEIT  
**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION**  
DIREZIONE DELLO SVILUPPO E DELLA COOPERAZIONE  
SWISS AGENCY FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION  
AGENCIA SUIZA PARA EL DESARROLLO Y LA COOPERACIÓN



**La Direction du développement et de la coopération (DDC) fait partie du Département fédéral des affaires étrangères.**

© DDC, février 2003

**Editeur:**

Direction du développement et de la coopération (DDC),  
Médias et communication, CH-3003 Berne

Direction du projet: Harry Sivec, Catherine Vuffray

Concept, rédaction et réalisation:

Medianovis AG, Conception et réalisation de  
médias d'entreprise, CH-8802 Kilchberg

Photo couverture: Tobias Hauser

Photos: Panos Pictures – Tim Dirven (p. 5), Jeremy Horner (p. 9, 16), Daniel O'Leary (p. 8), Chris Stowers (p. 17), Andrew Testa (p. 4, 15). Keystone – Yoshiko Kusano (p. 4, 14), Denis Farrell (p. 6), Diana Cahn (p. 12), Christine Nesbitt (p. 5), Murad Sezer (p. 7), Martin Rüttschi (p. 12), Len Sirman (p. 16), Cam (p. 6). On Location – Laurent Giraudou (p. 8), Richard Manin (p. 10)

ISBN 3-03798-029-X

Cette brochure est disponible en français, allemand, italien, anglais et espagnol. D'autres exemplaires peuvent être commandés auprès de:

info@deza.admin.ch ou au ++41 31 322 44 12

- 4 POURQUOI UNE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET UNE AIDE HUMANITAIRE?
- 6 ORGANISATION
- 8 PRINCIPES
- 10 PAYS
- 12 PARTENAIRES
- 14 PRIORITÉS DE L'ACTIVITÉ DE LA DDC
- 16 MÉTHODE DE TRAVAIL
- 18 INFORMATIONS ADDITIONNELLES, CONTACTS

FAITS ET CHIFFRES MARQUANTS



Remo Gautschi (à gauche) et Walter Fust

### La coopération au développement en partenariat est un investissement pour l'avenir

*Dans notre pays quadrilingue, la coopération basée sur le partenariat a toujours été d'une importance capitale. Et ce modèle, la Suisse souhaite le mettre en œuvre sur le plan international. Notre pays investit environ 220 francs par habitant et par an dans la coopération au développement et l'aide humanitaire. Une grande partie de ces sommes est allouée à des projets coordonnés par la Direction du développement et de la coopération (DDC). Cependant, la mise à disposition de moyens financiers et le transfert de connaissances ne sont pas suffisants. L'aide au développement a cédé le pas à la coopération avec des partenaires égaux en droits. Car nous sommes convaincus que le développement durable ne peut être un succès que sur la base du partenariat et du respect mutuel. C'est pourquoi nous collaborons avec des partenaires conscients de leurs responsabilités. Nous soutenons également l'essor d'organisations partenaires afin qu'elles deviennent elles-mêmes actives et assurent leur autonomie future. En cela, la DDC est un partenaire fiable, soucieuse de continuité.*

Walter Fust, Directeur  
Remo Gautschi,  
Directeur suppléant

## Un seul monde: tous logés à la même enseigne

La pauvreté, la destruction de l'environnement, la migration sont à l'échelle mondiale quelques-uns des problèmes les plus urgents de notre époque. Un être humain sur quatre vit avec moins d'un euro par jour, un sur neuf souffre de sous-alimentation chronique et un habitant de la planète sur quatre boit de l'eau polluée. Des disparités aussi flagrantes concernent également la Suisse en tant que pays riche industrialisé. Car là où règnent pauvreté et absence de perspectives, le risque de conflits augmente. Et avec la mondialisation, les conflits ne s'arrêtent plus aux frontières.

Quand les êtres humains peuvent envisager l'avenir avec confiance, les conflits sont plus rares. C'est pourquoi il s'agit d'œuvrer tous ensemble afin d'assurer la paix, la liberté et la sécurité. Il est par ailleurs également vital que les générations futures disposent de suffisamment de ressources pour leur développement.

**Les générations futures doivent elles aussi disposer de suffisamment de ressources.**

**La Suisse fait partie d'un système mondial.**





## Solidarité et intérêt propre

La Suisse fait partie d'un système mondial. Aussi notre engagement est-il plus sollicité que jamais, par solidarité mais aussi dans notre propre intérêt. La Suisse a les moyens et, en qualité de membre de l'ONU, elle peut assumer sa responsabilité de multiples façons.

La misère a de nombreuses causes, dont notamment les déficiences structurelles ainsi que les catastrophes naturelles et les guerres. La coopération internationale avec des partenaires dans les pays du Sud et de l'Est crée le cadre indispensable d'un développement durable, orienté vers le futur.

Pour sa part, l'aide humanitaire immédiate soulage la misère la plus noire. Mais elle doit aussi créer des bases afin que les victimes de désastres puissent avoir des perspectives d'avenir.

La coopération au développement ne constitue pas la panacée. Elle ne peut remplacer les efforts de ses partenaires. Parfois, les projets échouent ou l'aide ne porte pas ses fruits. Pourtant, il n'existe pas d'alternative. En effet, les nombreux résultats positifs suscitent l'espoir. Et l'espoir ouvre l'avenir.



**Les disparités et la pauvreté augmentent les risques de conflits.**

## Exemples de projets

### **Institution rurale de crédit au Bangladesh**

Soutien à des institutions de crédit et d'épargne pour des femmes appartenant à des minorités ethniques

**Type:** bilatéral  
**Partenaire:** ONG  
**Budget global:** 3 millions CHF sur 4 ans (DDC seule)  
**Résultats:** 44 000 familles du nord-ouest du Bangladesh ont recours aux systèmes de micro-financement

### **Aide allouée pour les catastrophes à Goma (Congo)**

Aide immédiate et à la reconstruction après l'éruption du volcan

**Type:** aide humanitaire (aide d'urgence, reconstruction, coordination, prévention)  
**Partenaires:** CICR, PAM, UN-OCHA et UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination)  
**Contribution de la DDC:** 1.4 million CHF (2002–2003)  
**Résultats:** distribution d'eau potable et de produits alimentaires, aide médicale, hébergements, renforcement des structures locales

## Centre de la Confédération pour la coopération internationale

La DDC fait partie du Département fédéral des affaires étrangères. Elle se conçoit comme un centre de compétence mettant concrètement en œuvre la coopération internationale et assurant la coordination avec d'autres services fédéraux. Son objectif est d'améliorer les conditions de vie des êtres humains les plus défavorisés de ce monde. Pour cela, 1,3 milliard de francs sont mis à sa disposition chaque année. Les bases juridiques sont la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et à l'aide humanitaire internationale ainsi que l'arrêté fédéral du 24 mars 1995 concernant la coopération avec les États d'Europe de l'Est.

Quelque 500 personnes travaillent en Suisse et à l'étranger pour la DDC, auxquelles s'ajoutent au moins 600 employés locaux dans les pays d'intervention. Sur les 700 membres opérationnels du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA), environ 100 spécialistes sont mobilisés en permanence.

La DDC est organisée en quatre domaines opérationnels: «la coopération bilatérale au développement», «la coopération avec l'Europe de l'Est», «la coopération multilatérale», et «l'aide humanitaire». À cela s'ajoutent les domaines des «ressources thématiques» et des «services».

### Lutte contre la pauvreté et règlements des différends

En regard des moyens utilisés, la coopération au développement avec les pays du Sud est la plus significative. Environ quarante pour cent du budget y est consacré. La lutte contre la pauvreté figure en première ligne. C'est la raison pour laquelle la DDC encourage avant tout l'autonomie économique en contribuant à l'amélioration des conditions de production et à la création d'emplois. Elle aide à trouver des solutions aux problèmes d'environnement, encourage une alimentation de base saine et veille à un meilleur accès à la culture.

**Améliorer les conditions de vie des personnes les plus défavorisées.**





Dans les pays du sud-est de l'Europe et de la Communauté des États indépendants (CEI), la DDC aide ses partenaires sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché. Le renforcement de la société et de ses institutions ainsi que le règlement des conflits figurent au premier plan. L'accent est en particulier mis sur la promotion des petites et moyennes entreprises (PME), l'amélioration des infrastructures et le soutien aux mesures de reconstruction dans les zones dévastées par la guerre.

Environ un tiers du budget de la DDC est alloué à la coopération multilatérale. Certaines sommes sont affectées au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ou au Programme alimentaire mondial (PAM). Quinze organisations onusiennes, la Banque mondiale et les banques de développement régionales comptent également parmi les partenaires de la coopération multilatérale.

L'aide humanitaire de la DDC requiert presque un quart de l'aide. Elle intervient en cas de catastrophes naturelles, de conflits armés et de crises sociales à l'étranger. Elle sauve des vies, soulage des souffrances, offre aux personnes dans la misère une aide de survie et accorde son soutien à la reconstruction. À cette fin, des spécialistes de l'intervention d'urgence sont mis à disposition par le CSA. L'aide en cas de catastrophe est souvent sous le feu des médias. Pourtant, une grande partie des moyens est affectée au travail de fond, notamment aux projets de reconstruction axés sur le long terme.

### La DDC soutient ses partenaires sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché.

#### Exemples de projets

##### Médiateur au Pérou

*Promotion et protection des droits de l'homme au sein de la population rurale, surveillance de la légalité de la gestion publique, protection de la population contre l'arbitraire de l'État, des autorités et des services publics*

**Type:** bilatéral

**Partenaire:** médiateur

**Budget global:**

6.5 millions USD par an

**Contribution de la DDC:**

1.9 million USD (1998–2005),

0.7 million USD (1998–2002)

**Résultats:** environ 50 000 interventions par an

##### Programme «espèces contre abris» en Serbie (cash for shelter)

*Soutien financier aux familles accueillant des personnes déplacées au sein de leur propre pays*

**Type:** aide humanitaire

**Partenaires:** Office fédéral des réfugiés, Principauté du Liechtenstein

**Budget global:**

7.8 millions CHF (1999–2001)

**Contribution de la DDC:**

3.9 millions CHF (1999–2001)

**Résultats:** plus de 11 000 familles hôtes ont reçu une aide lors de l'accueil de 52 000 personnes déplacées. Les secteurs de la santé, de la culture et de la formation ont aussi été renforcés.

## Concentrer les forces

Le développement consiste également à promouvoir le potentiel créatif des personnes. Cela n'est possible que dans le cadre d'une coopération basée sur le partenariat. En cela, la DDC aspire au renforcement de la responsabilité de ses partenaires afin que ceux-ci puissent donner une impulsion au développement dans leur pays, grâce à leurs propres forces. Les compétences techniques et le bon fonctionnement des structures dans les organisations partenaires sont la clé de voûte de ce système. La transparence et une communication ouverte constituent les bases d'un partenariat. Elles sont également les principes qui régissent les actions de la DDC.

**La DDC soutient en particulier les pays entreprenant de leur propre chef des efforts ciblés.**

La mise en commun des ressources et la présence sur place à long terme sont les conditions pour atteindre un effet optimal. C'est pourquoi la DDC opte pour concentrer ses activités sur certains pays et thèmes. Elle soutient en particulier les pays dans lesquels le gouvernement et les autres institutions sociales s'engagent clairement dans la promotion du développement.

**Le potentiel créatif s'épanouit grâce à la collaboration.**







## Critères d'intervention

Le choix de pays partenaires, hormis pour l'aide humanitaire, dépend de critères précis. Les principaux pris en considération sont la situation de besoin (pauvreté massive, conditions d'existence précaires, fragilité aux crises), les conditions cadre (volonté de développement, conditions d'État de droit, «bonne gouvernance») et la situation initiale pour la DDC (partenaires efficaces dans le pays, compétences sur les thèmes) ainsi que les intérêts politiques de la Suisse (participation à des programmes internationaux de promotion de la paix, mesures destinées à éviter les migrations).

L'aide humanitaire n'est limitée ni par des frontières géographiques, ni par des critères spécifiques. Elle est dispensée là où des situations de crise la requièrent.

**Seules la mise en commun des ressources et la présence à long terme sur place permettent un changement durable.**

## Exemples de projets

### Global Knowledge Partnership

Réseau pour le savoir, les technologies de la communication/de l'information au service du développement:  
«ICT for Development» (ICT4D)

**Type:** multilatéral  
Fondé en 1997

**Partenaires:** Global Knowledge Partnership

**Présidence:** Walter Fust, directeur de la DDC

**Résultats:** promotion de l'ICT4D et de son utilisation efficace au profit des groupes défavorisés

### Réseau régional de coordination des eaux et des eaux usées d'Amérique centrale

Formation et échange de savoir-faire et de technologies dans les domaines de l'eau, de l'évacuation des eaux et de l'éducation à l'hygiène

**Type:** bilatéral

**Partenaires:** gouvernements de quatre pays, UNICEF, CARE, notamment

**Budget global:**  
1.7 million CHF (2001–2003)

**Contribution de la DDC:**  
560 000 CHF (2001–2003)

**Résultats:** coordination des activités entre le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Guatemala



## Forte présence

La DDC est active dans le monde entier avec un millier de projets. La coopération vise avant tout 21 pays du Sud et 11 pays et régions situées à l'Est. Ce sont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, Madagascar, le Mozambique, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Tchad, la Bolivie, l'Équateur, le Pérou, le Nicaragua, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal, le Pakistan, le Vietnam, la Cisjordanie/Gaza, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Fédération de Russie, le Kosovo, la République fédérale de Yougoslavie, la Macédoine, la Roumanie, l'Ukraine, le Caucase du Sud et l'Asie centrale. Pour l'aide humanitaire, les zones prioritaires sont par exemple l'Angola ou l'Afghanistan.

La DDC pilote les activités sur place depuis 32 représentations, où elle coordonne l'ensemble de la coopération internationale de la Suisse. Dans les pays sans ambassade suisse tels que le Bénin, le Mali ou le Kirghizistan, elle assume en outre une partie des missions consulaires.





- Pays prioritaires
- Programmes spéciaux

#### Exemples de projets

##### **ONUSIDA – action mondiale contre le VIH/SIDA**

**Type:** multilatéral  
Depuis 1996

**Partenaire:** ONUSIDA

**Budget global:**

70 millions USD par an

**Contribution de la DDC:**

4 millions CHF (2002)

**Résultats:**

diffusion d'informations relatives à la prévention et baisse du taux de contagion dans de nombreux pays

##### **Initiative de coopération entre la Suisse et l'Afrique du Sud (Swiss-South African Cooperation Initiative)**

Amélioration des opportunités d'embauche des jeunes en Afrique du Sud grâce à des projets éducatifs

**Type:** partenariat public-privé avec des entreprises suisses

**Partenaires:**

dix entreprises suisses

**Budget global:**

10 millions CHF (2001–2006)

**Contribution de la DDC:**

5 millions CHF (2001–2006)

**Résultats:** durant les 18 premiers mois, 185 jeunes ont été formés, dont 110 ont déjà trouvé un emploi et huit ont créé leur propre petite entreprise

## Le réseau partenaire

Afin d'accomplir ses tâches, la DDC collabore dans le monde entier avec des organisations spécialisées et des institutions. D'une part, ce sont les partenaires de projets dans les pays d'intervention au Sud et à l'Est. Mais d'autre part, ce sont également des partenaires du Nord engagés dans le développement, la coopération et l'aide humanitaire. Le nombre de coopérations et d'alliances que la DDC conclut afin de remplir ses missions est difficile à chiffrer. En font partie les services étatiques des pays partenaires tels que les autorités et les ministères, les ONG, les partenaires multilatéraux tels que les organisations onusiennes ou la Banque mondiale, les oeuvres d'entraide privées suisses et étrangères, les organisations de développement publiques d'autres pays industrialisés, les instituts de recherche en Suisse et à l'étranger, l'économie privée et d'autres Offices fédéraux.



ADDC - Wadata - Association de  
teurs, Niamey, Niger, Agence Béninoise de l'En  
la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN), Niamey  
Abidjan, Côte d'Ivoire, Center for Nuclear Safety (CENS), Bratislava  
Antiguo Cuscatlán, El Salvador, Commission Nationale pour la Décent  
Lima, Peru, European Children's Trust, Chisinau, Moldavia, Food and Agric  
Partnership, Kuala Lumpur, Malaysia, Helvetas, Zürich, Schweiz, Instituto Ecuatoriano  
Ahmedabad, India, Ministerio Agropecuario y Forestal, Managua, Nicaragua, Ministry  
of North Ossetia-Alania, Municipality of Dong Hoi, Vietnam, Programa Manejo Integral de  
Republic, UNAIDS, Genève, Suisse, United Nations Children's Fund (UNICEF), United Nat  
Washington D.C, USA, World Food Programm (WFP), World Health Organisation, ADDC - Wada  
l'Environnement, Cotonou, Bénin, Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN)  
Nuclear Safety (CENS), Bratislava, Slovakia, Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo, A  
Burkina, Faso, Defensoría del Pueblo, Lima, Peru, European Children's Trust, Chisinau, Moldavia, Food  
Lumpur, Malaysia, Helvetas, Zürich, Schweiz, Instituto Ecuatoriano de Cooperación Internacional (INECI), Q  
Nicaragua, Ministry of Agriculture and Food Security, Dar es Salaam, Tanzania, Ministry of Health, Republic  
MIC), Cochabamba, Bolivia, Rural Advisory Development Service, Kyrgyz Republic, UNAIDS, Genève, Suisse  
Population Fund (UNFPA), World Bank, Washington D.C, USA, World Food Programm (WFP), World Health O  
Béninoise de l'Environnement, Cotonou, Bénin, Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN)  
Safety (CENS), Bratislava, Slovakia, Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo, Antiguo Cuscatlán, E  
Pueblo, Lima, Peru, European Children's Trust, Chisinau, Moldavia, Food and Agriculture Organisation of the UN  
Instituto Ecuatoriano de Cooperación Internacional (INECI), Quito, Ecuador, Janpath Citizen's Initiative, Ahmeda  
Dar es Salaam, Tanzania, Ministry of Health, Republic of North Ossetia-Alania, Municipality of Dong Hoi, Vietnam  
Kyrgyz Republic, UNAIDS, Genève, Suisse, United Nations Children's Fund (UNICEF), United Nations Develop  
Food Programm (WFP), World Health Organisation, ADDC - Wadata - Association de Défense de Droits des  
redynamisation de l'élevage au Niger (AREN), Niamey, Niger, Banque africaine pour le développement (BAD  
de Ambiente y Desarrollo, Antiguo Cuscatlán, El Salvador, Commission Nationale pour la Décentralisation (C  
Moldavia, Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO), Rome, Global Knowledge  
Internacional (INECI), Quito, Ecuador, Janpath Citizen's Initiative, Ahmedabad, India, Ministerio A  
Salaam, Tanzania, Ministry of Health, Republic of North Ossetia-Alania, Municipality of Dong Hoi,  
Development Service, Kyrgyz Republic, UNAIDS, Genève, Suisse, United Nations Children's Fund (UNICEF),  
World Bank, Washington D.C, USA, World Food Programm (WFP), World Health Organisation,  
Béninoise de l'Environnement, Cotonou, Bénin, Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN)  
Côte d'Ivoire, Center for Nuclear Safety (CENS), Bratislava, Slovakia, Comisión Centroam  
pour la Décentralisation (CND), Ouagadougou, Burkina Faso, Defensoría del Puebl  
Organisation of the United Nations (FAO), Rome, Global Knowledge Partnersh  
Cooperación Internacional (INECI), Quito, Ecuador, Janpath Citizen's Initi  
Nicaragua, Ministry of Agriculture and Food Security, Dar es Salaam  
Municipality of Dong Hoi, Vietnam, Programa Manejo Int  
Advisory Development Service, Kyrgyz Republic, U  
Fund (UNICEF), United Nations Develop  
Population Fund (UN



Défense de Droits des Consomma-  
 vironnement, Cotonou, Bénin, Association pour  
 y, Niger, Banque africaine pour le développement (BAD),  
 va, Slovakia, Comisión Centroamericana de Ambiente Desarrollo,  
 tralisation (CND), Ouagadougou, Burkina Faso, Defensoría del Pueblo,  
 ulture Organisation of the United Nations (FAO), Rome, Global Knowledge  
 o de Cooperación Internacional (INECI), Quito, Ecuador, Janpath Citizen's Initiative,  
 of Agriculture and Food Security, Dar es Salaam, Tanzania, Ministry of Health, Republic  
 e Cuencas (PROMIC), Cochabamba, Bolivia, Rural Advisory Development Service, Kyrgyz  
 ons Development Program (UNDP), Unites Nations Population Fund (UNFPA), World Bank,  
 ata - Association de Défense de Droits des Consommateurs, Niamey, Niger, Agence Béninoise de  
 Niamey, Niger, Banque africaine pour le développement (BAD), Abidjan, Côte d'Ivoire, Center for  
 ntiguo Cuscatlán, El Salvador, Commission Nationale pour la Décentralisation (CND), Ouagadougou,  
 and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO), Rome, Global Knowledge Partnership, Kuala  
 uito, Ecuador, Janpath Citizen's Initiative, Ahmedabad, India, Ministerio Agropecuario y Forestal, Managua,  
 e of North Ossetia-Alania, Municipality of Dong Hoi, Vietnam, Programa Manejo Integral de Cuencas (PRO-  
 se, United Nations Children's Fund (UNICEF), United Nations Development Program (UNDP), Unites Nations  
 rganisation, ADDC - Wadata - Association de Défense de Droits des Consommateurs, Niamey, Niger, Agence  
 N), Niamey, Niger, Banque africaine pour le développement (BAD), Abidjan, Côte d'Ivoire, Center for Nuclear  
 l Salvador, Commission Nationale pour la Décentralisation (CND), Ouagadougou, Burkina Faso, Defensoría del  
 nited Nations (FAO), Rome, Global Knowledge Partnership, Kuala Lumpur, Malaysia, Helvetas, Zürich, Schweiz,  
 oad, India, Ministerio Agropecuario y Forestal, Managua, Nicaragua, Ministry of Agriculture and Food Security,  
 n, Programa Manejo Integral de Cuencas (PROMIC), Cochabamba, Bolivia, Rural Advisory Development Service,  
 oment Program (UNDP), Unites Nations Population Fund (UNFPA), World Bank, Washington D.C, USA, World  
 Consommateurs, Niamey, Niger, Agence Béninoise de l'Environnement, Cotonou, Bénin, Association pour la  
 ), Abidjan, Côte d'Ivoire, Center for Nuclear Safety (CENS), Bratislava, Slovakia, Comisión Centroamericana  
 CND), Ouagadougou, Burkina Faso, Defensoría del Pueblo, Lima, Peru, European Children's Trust, Chisinau,  
 Partnership, Kuala Lumpur, Malaysia, Helvetas, Zürich, Schweiz, Instituto Ecuatoriano de Cooperación  
 agropecuario y Forestal, Managua, Nicaragua, Ministry of Agriculture and Food Security, Dar es  
 Vietnam, Programa Manejo Integral de Cuencas (PROMIC), Cochabamba, Bolivia, Rural Advisory  
 UNICEF), United Nations Development Program (UNDP), Unites Nations Population Fund (UNFPA),  
 ADDC - Wadata - Association de Défense de Droits des Consommateurs, Niamey, Niger, Agence  
 e au Niger (AREN), Niamey, Niger, Banque africaine pour le développement (BAD), Abidjan,  
 ericana de Ambiente y Desarrollo, Antigua Cuscatlán, El Salvador, Commission Nationale  
 o, Lima, Peru, European Children's Trust, Chisinau, Moldavia, Food and Agriculture  
 ip, Kuala Lumpur, Malaysia, Helvetas, Zürich, Schweiz, Instituto Ecuatoriano de  
 ative, Ahmedabad, India, Ministerio Agropecuario y Forestal, Managua,  
 am, Tanzania, Ministry of Health, Republic of North Ossetia-Alania,  
 egral de Cuencas (PROMIC), Cochabamba, Bolivia, Rural  
 NAIDS, Genève, Suisse, United Nations Children's  
 oment Program (UNDP), Unites Nations  
 NFPA), World Bank,

## Exemples de projets

### Technologies écologiques en Inde

Installations de démonstration pour les petites fonderies permettant de réduire le rejet de polluants jusqu'à 65%

**Type:** bilatéral  
**Partenaire:** ONG (Tara Energy Research Institute)  
**Budget global:** 2.1 millions CHF (1994-2004)  
**Contribution de la DDC:** 1.69 millions CHF (1994-2004)  
**Résultats:** obtention de la distinction «Environmental Excellence Award 2000-2001»

### UNRWA, soutien aux réfugiés palestiniens

Agence de l'ONU, l'UNRWA est la plus importante organisation multilatérale pour l'encadrement des réfugiés palestiniens au Proche-Orient

**Type:** humanitaire, multilatéral  
**Partenaires:** UNRWA et les autorités palestiniennes  
**Budget global:** 300 millions USD (budget global annuel)  
**Contribution de la DDC:** 11 millions CHF (2002, programme global humanitaire destiné aux réfugiés palestiniens)  
**Résultats:** amélioration des conditions de vie des réfugiés (notamment dans les domaines de la santé, du social et de la formation)

## L'«empowerment» au lieu de l'aumône

Le travail de la DDC vise à promouvoir l'initiative personnelle dans les pays partenaires. Car seule l'aide à l'effort personnel est efficace à long terme. C'est seulement grâce au développement de capacités propres («empowerment») et grâce à des actions menées sous la responsabilité des bénéficiaires que les disparités peuvent être combattues. Afin d'organiser ce soutien de manière efficace, la DDC concentre son travail sur cinq priorités thématiques:

### Prévention et règlement des conflits

Les conflits régionaux sont souvent responsables de la pauvreté et des retards en matière de développement. La coopération au développement et l'aide humanitaire offrent leur aide dans le but d'éviter les crises, mais contribuent aussi à la reconstruction et à la réintégration des victimes de guerres.

**La promotion de l'initiative personnelle figure au premier plan.**

**La DDC concentre son travail sur cinq priorités thématiques.**

### Bonne gouvernance

«Good governance» – la bonne gouvernance – est la condition d'un développement futur fructueux. C'est la raison pour laquelle la DDC s'engage en faveur de projets dans les domaines de la démocratisation, de la promotion de l'État de droit, de la décentralisation, des droits de l'homme, de la politique fiscale et de la liberté de presse.





## Développement social

La pauvreté et l'injustice sociale vont souvent de pair. Par conséquent, les mesures d'«empowerment» ont une importance cruciale pour la DDC, notamment parce qu'elles renforcent l'estime de soi des pauvres. Il faut aider les personnes à défendre leurs droits et épanouir leur potentiel. Ce soutien passe par l'accès à des prestations sociales dans les domaines de la formation, la santé, l'infrastructure, l'hygiène de l'habitat, les réformes agricoles, l'égalité des chances pour les hommes et les femmes et le renforcement de l'identité culturelle propre.

## Travail et revenu

Dans de nombreux pays, des structures économiques et des conditions cadre insuffisantes constituent des obstacles à une occupation estimée convenable. La DDC encourage donc le développement des PME, la production et la commercialisation agricoles, la formation professionnelle ainsi que la construction et le développement des infrastructures.

## Environnement

L'amélioration des conditions de vie passe par la préservation ainsi que l'utilisation modérée des ressources naturelles afin que la production future soit garantie. La protection de la biodiversité, du sol et de l'eau et la lutte contre la désertification figurent ainsi parmi les priorités de la DDC.

## Soutenir les personnes dans la défense de leurs droits et dans l'épanouissement de leur potentiel.

### Exemples de projets

#### Service de conseil aux paysans du Kirghizistan

Elaboration d'un service de vulgarisation agricole

**Type:** bilatéral

**Partenaires:** Ministère kirghize de l'Agriculture et des Ressources en eau, Helvetas, Banque mondiale, IFAD

**Budget global:** 7.6 millions USD (2002–2004)

**Contribution de la DDC:** 6.7 millions CHF (2002–2004)

**Objectif:** création d'un service de conseil autogéré à l'échelle du pays pour les agriculteurs

#### Hôpitaux/Ambulances en Roumanie

Modernisation de la médecine d'urgence et des services de secours en Roumanie

**Type:** bilatéral

**Partenaire:** Ministère roumain de la Santé

**Budget global:** 0.9 million CHF (2002–2004)

**Contribution de la DDC:** 0.9 million CHF (2002–2004)

**Résultats:** extension d'une médecine d'urgence efficace à tout le pays

## Conscience des coûts, efficacité et qualité

Les projets de développement bilatéraux naissent la plupart du temps sous l'impulsion des partenaires sur place et des bureaux de coopération de la DDC. Une fois les ébauches de projets analysées et approuvées par le siège central de Berne, le bureau de coopération assume leur planification opérationnelle et leur exécution. Le siège central reste seul compétent pour la stratégie des pays. La DDC peut également attribuer des projets à des associations d'entraide ou à des entreprises spécialisées. En règle générale, des appels d'offres sont formulés dans ces cas-là.

Chaque projet est divisé en phases dotées d'objectifs précis et est soumis à une évaluation exhaustive destinée à vérifier l'efficacité de l'action.

**Chaque projet est divisé en phases dotées d'objectifs précis et s'accompagne de contrôles des progrès réalisés.**

Dans le cadre de la coopération multilatérale, les organisations partenaires internationales sont responsables de l'exécution des projets. La Suisse peut valider son influence en siégeant dans les organes de surveillance ou en coopérant activement sur le terrain.

Une intervention rapide et sans procédure administrative est nécessaire en cas de catastrophes naturelles ou de guerres. Le délégué à l'aide humanitaire a alors la compétence de décider si et quand la chaîne de secours intervient. L'aide humanitaire contrôle ses actions de manière régulière et les adapte en cas de besoin.







## Multiplier les savoirs et les faire fructifier

Le savoir est essentiel. Ce capital est transmis au sein de la DDC lors d'ateliers et de filières de formation mais également entre organisations partenaires. La rotation du personnel favorise également la fructification du savoir-faire. Tous les trois à cinq ans, les collaborateurs mandatés pour des missions opérationnelles changent de poste. La DDC recrute régulièrement des spécialistes externes pour la conception, la réalisation et l'évaluation des projets.

## Travail de la DDC strictement contrôlé

Le parlement est l'organe de contrôle suprême. Il décide également du budget de la DDC. La «Commission consultative pour la coopération internationale», extraparlamentaire, siège quatre à six fois par année et transmet des recommandations permettant au Conseil fédéral et à la DDC d'orienter la politique du développement. La DDC dispose d'un système de contrôle interne effi-

cace qui régleme les tâches, les compétences et les responsabilités au siège central et dans les bureaux de coopération. L'intégrité et la fiabilité de ce système de contrôle sont régulièrement contrôlées. En outre, les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) évaluent mutuellement tous les trois à cinq ans les modalités de leur coopération au développement. Cette vérification se déroule dans le cadre du dénommé «peer-review» (révision mutuelle) et est à chaque fois exécuté par d'autres pays membres. Le comité de développement du secrétariat de l'OCDE est responsable de l'exécution de la révision.

## Les pays de l'OCDE examinent mutuellement la coopération au développement.

### Exemples de projets

#### Aide après les inondations en Europe et en Asie

Action d'ampleur décidée par le Conseil fédéral avec l'allocation de crédits spéciaux

**Type:** bilatéral et multilatéral  
**Partenaires:** organisations internationales et autorités, Services fédéraux suisses

**Budget global:** 50 millions CHF (2002–2003)

**Contribution de la DDC:** coordination et mise en œuvre (2002–2003)

**Résultats:** aide immédiate, reconstruction, prévention, protection des biens culturels et soutien aux familles victimes des inondations dans 13 pays

#### Sécurité des installations nucléaires en Europe de l'Est

Le CENS de Bratislava met en relation les autorités de contrôle nucléaire en Europe de l'Est dans le but de dispenser des formations professionnelles et continues

**Type:** bilatéral, tend vers le multilatéral

**Partenaires:** les autorités de régulation de l'énergie atomique d'Europe de l'Est et de la CEI

**Budget global:** 2.5 millions CHF (2002–2006)

**Contribution de la DDC:** 1.2 million CHF (2002–2006)

**Résultats:** les autorités de l'énergie atomique de l'Europe de l'Est et de la CEI sont qualifiées pour remplir leurs missions

**Services à contacter pour de plus amples renseignements:**

DDC/DFAE  
Freiburgstrasse 130  
CH-3003 Berne  
++41 31 322 34 75  
++41 31 324 13 48  
info@deza.admin.ch  
www.ddc.admin.ch

**Coopération au développement avec le Sud:**

++41 31 322 51 91

**Coopération avec l'Est:**

++41 31 322 44 13

**Coopération multilatérale:**

++41 31 322 36 66

**Ressources thématiques:**

++41 31 322 33 32

**Aide humanitaire:**

++41 31 322 31 24

**Personnel:**

++41 31 322 34 93

**Médias et communication:**

++41 31 322 44 12

Sur Internet à l'adresse suivante, <http://www.ddc.admin.ch>, vous trouverez de nombreuses informations, prestations de services, faits et chiffres marquants relatifs à la DDC et à la coopération au développement suisse, dont notamment:

- actualités, communiqués de presse
- organisation de la DDC
- projets et pays concernés
- politique de développement
- faits et chiffres marquants relatifs à l'aide publique suisse au développement
- postes vacants à la DDC
- appels d'offres pour des projets
- documents à télécharger
- possibilités de commander des publications DDC et des études
- adresses et personnes de contact





**Adresse**

DDC/DFAE  
 Freiburgstrasse 130  
 CH-3003 Berne  
 ++41 31 322 34 75  
 ++41 31 324 13 48  
 info@deza.admin.ch  
 www.ddc.admin.ch

**Organisation/Personnes****Direction:**

Walter Fust (directeur)  
 Remo Gautschi (directeur suppléant)

**Coopération bilatérale au développement:**

Adrian Schläpfer (vice-directeur)

**Politique de développement et coopération multilatérale:**

Serge Chappatte (vice-directeur)

**Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI:**

Theresia Adam (vice-directrice)

**Aide humanitaire:**

Toni Frisch (délégué à l'aide humanitaire et chef CSA)

**Ressources thématiques:**

Dora Rapold (vice-directrice)

**Services:**

Fulvio Massard (membre de la direction)

**Médias et communication:**

Harry Sivec (membre de la direction)

**Personnel:**

Sybille Suter Tejada (membre de la direction)

**Chiffres****Budget (en CHF)**

DDC	1244 mio.
– coopération au développement	869 mio.
– aide humanitaire	273 mio.
– coopération avec l'Europe de l'Est	102 mio.

Collaborateurs au siège central de Berne	350
Collaborateurs à l'étranger	150
Employés locaux dans les pays partenaires	600
Membres CSA opérationnels	700

Pays partenaires avec représentation DDC sur place	32
Pays prioritaires	28
Programmes spéciaux	4
Projets en cours	env. 1000
Engagements humanitaires	env. 360

**Répartition du budget par régions**

(sans coopération multilatérale et projets suprarégionaux)



